



Les grands titres:

- Haïti : l'ONU et ses partenaires déplorent que le Parlement haïtien soit devenu dysfonctionnel
- Nigéria : l'ONU appelle à des actions face aux attaques « répugnantes » de Boko Haram
- Côte d'Ivoire : l'ONU se dit optimiste mais appelle à rester vigilant
- 2015 : des perspectives économiques encourageantes mais fragiles, selon la Banque mondiale
- Centrafrique : la sécurité alimentaire fragilisée par l'instabilité politique, selon le PAM
- A Delhi, Ban Ki-moon appelle l'Inde à prendre la tête des efforts de lutte contre le changement climatique
- Haïti : l'ONU déterminée à poursuivre son soutien au relèvement du pays

Haïti : l'ONU et ses partenaires déplorent que le Parlement haïtien soit devenu dysfonctionnel



Des Haïtiens devant le palais présidentiel à Port-au-Prince après les élections en 2011. Photo ONU/Victoria Hazou

13 janvier - L'ONU et ses partenaires ont déploré mardi que le Parlement haïtien soit devenu dysfonctionnel et ont exprimé leur appui au Président de la République, Michel Martelly, dans l'exercice de son devoir constitutionnel.

Haïti attend depuis trois ans des élections législatives et municipales. Les autorités ont renoncé à organiser ces scrutins en octobre 2014, comme cela était envisagé. Or, le mandat du Parlement haïtien a pris fin le 12 janvier.

La Représentante spéciale du Secrétaire général en Haïti, Sandra Honoré, et les autres membres de la communauté internationale en Haïti représentés dans le « Core Group » (les ambassadeurs du Brésil, du Canada, d'Espagne, des États-Unis, de France, de l'Union européenne et le Représentant spécial de l'Organisation des États américains) ont publié un communiqué conjoint pour exprimer leur inquiétude.

Ils ont notamment déploré que la session extraordinaire convoquée pour voter les amendements de la loi électorale n'ait pas eu lieu.

Ils se sont dits aussi « gravement préoccupés du fait que le Parlement haïtien soit devenu dysfonctionnel puisque les élections ne se sont pas tenues dans les délais prescrits par la Constitution ». Ils ont exprimé leur « appui au Président de la République dans l'exercice de son devoir constitutionnel visant à assurer le fonctionnement régulier des institutions et la continuité de l'Etat ».

Dans ces circonstances exceptionnelles, le « Core Group » a souhaité que l'Exécutif et tous les acteurs politiques agissent « avec responsabilité et avec mesure ». Il a salué l'accord politique récemment conclu entre le Président Martelly et plusieurs partis de l'opposition et a encouragé tous les acteurs à se joindre au consensus à travers cet accord.

Reconnaissant les efforts du Président de la République et d'autres acteurs afin de rétablir la confiance dans



le processus politique, l'ONU et ses partenaires ont exhorté toutes les parties prenantes à poursuivre les négociations avec l'objectif de former, de toute urgence, un gouvernement de consensus et un nouveau Conseil électoral provisoire et d'organiser en 2015, dès que techniquement possible, « des élections inclusives, justes et transparentes afin de consolider la démocratie et la stabilité ».

Nigéria : l'ONU appelle à des actions face aux attaques « répugnantes » de Boko Haram



Un homme devant sa maison détruite à Baga dans l'état de Borno au Nigéria.

Photo: IRIN/Aminu Abubakar

13 janvier - Suite à des informations faisant état de massacres de civils perpétrés par le groupe extrémiste Boko Haram et de déplacements massifs de population dans le nord du Nigéria, le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme (HCDH) a fermement condamné mardi ces attaques « moralement répugnantes ».

« Nous déplorons vivement les attaques impitoyables et vicieuses contre des civils dans la ville de Baga, au nord-est du Nigéria, où Boko Haram sévirait depuis le 3 janvier », a déclaré une porte-parole du HCDH, Ravina Shamdasani lors d'une conférence de presse à Genève.

« Bien que certains détails nous échappent encore, il semble à peu près certain que des massacres et des déplacements forcés de masse ont eu lieu », a-t-elle déploré, ajoutant que prendre délibérément pour cible des civils est formellement contraire au droit international. Le HCDH s'est en outre dit très préoccupé par les informations selon lesquelles des enfants et des personnes âgées se trouveraient parmi les victimes.

« Les tueries perpétrées aux marchés de Maidugiri, également dans l'Etat de Borno, et de Potiskum, dans l'Etat de Yobe, sont particulièrement choquantes dans la mesure où, d'après les premières informations, des filles, dont une âgée de 10 ans à peine, auraient été forcées à procéder à l'attaque », a-t-elle précisé, soulignant que l'utilisation d'un enfant dans le but de faire exploser une bombe n'est pas seulement « moralement répugnante », mais constitue également une forme flagrante d'exploitation des enfants en vertu du droit international.

« Nous exhortons le gouvernement nigérian à agir rapidement pour restaurer la loi et l'ordre, tout en s'assurant que les opérations de sécurité soient menées en conformité avec le droit international et dans le plein respect des droits de l'homme », a dit la porte-parole.

« Nous enjoignons également aux autorités nigérianes de redoubler d'efforts pour réunir les conditions nécessaires à la conduite d'une enquête efficace concernant les incidents, en vue d'établir les faits relatifs aux meurtres et de demander des comptes à leurs auteurs », a-t-elle ajouté.

Côte d'Ivoire : l'ONU se dit optimiste mais appelle à rester vigilant



13 janvier - Lors d'une réunion du Conseil de sécurité des Nations Unies consacrée à la situation en Côte d'Ivoire, la Représentante spéciale du Secrétaire général dans ce pays, Aïchatou Mindaoudou, a fait part de son optimisme, tout en appelant à rester vigilant.

« Je suis optimiste pour la Côte d'Ivoire », a dit Mme Mindaoudou dans un discours devant les 15 membres du Conseil de sécurité. « Au cours des six derniers mois, la Côte d'Ivoire a continué à faire d'importants progrès vers une paix durable et un redressement économique soutenu ».

Selon elle l'achèvement de plusieurs projets d'infrastructure importants, le retour à Abidjan du siège de la Banque africaine de développement et l'organisation réussie de plusieurs manifestations régionales et internationales dans le pays sont une indication de la confiance retrouvée de la communauté internationale envers la Côte d'Ivoire.

La Représentante spéciale a souligné que le Président ivoirien Alassane Ouattara et son gouvernement « ont continué de prendre des mesures visant à consolider la réconciliation et la cohésion nationales ».

« S'il y a lieu de se féliciter, il reste néanmoins des progrès à réaliser dans plusieurs domaines. Nous devons rester vigilants et déterminés pour faire en sorte que les gains difficilement acquis qui ont permis de faire avancer la stabilité et la prospérité du pays soient irréversibles », a souligné Mme Mindaoudou.

Elle a ainsi noté que « la lutte contre l'impunité, qui est un facteur essentiel de la réconciliation nationale en Côte d'Ivoire, progresse lentement ». « Il conviendrait d'accentuer les efforts afin de s'assurer que les auteurs d'actes de violation des droits humains y compris d'actes d'abus sexuels soient poursuivis et jugés, particulièrement lorsque les prétendus coupables portent l'uniformes », a-t-elle dit.

S'agissant du processus de désarmement, démobilisation et réintégration des anciens combattants, elle a estimé qu'il avançait de manière satisfaisante. Toutefois, après juin 2015, date butoir retenue par les autorités ivoiriennes pour la fin du processus, il restera encore un reliquat d'environ 14.000 ex-combattants devant être réinsérés et réintégrés.

Quant à la situation sécuritaire, celle-ci s'est « notablement améliorée », a estimé Mme Mindaoudou, même si les vols à mains armées, le banditisme et les autres activités criminelles continuent d'être un défi sécuritaire à travers le pays. La Représentante spéciale s'est dite ravie de noter une légère baisse des conflits intercommunautaires.

Alors que la Côte d'Ivoire s'engage dans une année électorale, Mme Mindaoudou a estimé que le pays a encore besoin d'être soutenu pour consolider les acquis obtenus jusqu'ici et « pour mener à son terme l'important processus dans lequel elle est aujourd'hui engagée ».

2015 : des perspectives économiques encourageantes mais fragiles, selon la Banque mondiale



13 janvier - Après une nouvelle année décevante du point de vue économique, les pays en développement devraient connaître une légère hausse de la croissance en 2015, sous l'effet conjugué du niveau relativement bas du prix du pétrole, d'une économie américaine plus vigoureuse, des faibles taux d'intérêt mondiaux et du climat favorable dont bénéficient plusieurs grands marchés émergents, indique un nouveau rapport de la Banque mondiale, rendu public mardi.

D'après les prédictions de cette nouvelle édition du rapport semi-annuel de la Banque sur les « Perspectives économiques mondiales », suite à une croissance estimée à 2,6% en 2014, l'économie mondiale devrait augmenter de 3% cette année, de 3,3% en 2016 et de 3,2% en 2017. La croissance des pays en développement devrait quant à elle passer de 4,4% en 2014 à 4,8% en 2015, puis à 5,3% et 5,4% en 2016 et 2017, respectivement.

« Dans cet environnement économique incertain, les pays en développement ont besoin de déployer judicieusement leurs ressources pour soutenir les programmes sociaux, en mettant notamment l'accent sur les pauvres, et d'entreprendre des réformes structurelles pour investir dans la personne humaine », a déclaré le Président de la Banque mondiale, Jim Yong Kim, dans un communiqué de presse rendu public à l'occasion de la sortie du rapport, au siège de l'institution à Washington. « Il est également essentiel pour les pays de supprimer tous les obstacles inutiles aux investissements du secteur privé. Le secteur privé est de loin la plus grande source d'emplois et est capable de sortir des centaines de millions de personnes de la pauvreté », a-t-il ajouté.

Cette reprise mondiale fragile masque cependant des tendances économiques de plus en plus divergentes, selon le rapport. Alors que la reprise économique aux Etats-Unis et au Royaume-Uni se confirme, la crise continue de s'attarder dans la zone euro et au Japon. La Chine, quant à elle, fait l'objet d'un ralentissement contrôlé de sa croissance, qui devrait passer de 7,4% en 2014 à 7,1% cette année, puis à 7% en 2016 et à 6,9% en 2017.

Quatre facteurs expliquent ces perspectives mitigées, selon l'étude de la Banque mondiale : la faiblesse persistante du

commerce mondial ; la volatilité des marchés financiers alors que l'incertitude pèse sur une évolution à la hausse des taux d'intérêt ; l'impact négatif de la faiblesse du prix du pétrole sur les pays producteurs ; et le risque d'une période prolongée de stagnation ou de déflation dans la zone euro et au Japon.

« De façon inquiétante, le ralentissement de la reprise dans certains pays à revenu élevé, mais également dans des pays à revenu intermédiaire, pourrait être le symptôme d'un malaise structurel plus profond », s'est inquiété l'économiste en chef et premier Vice-président de la Banque mondiale, Kaushik Basu. « Avec le ralentissement de la croissance démographique dans de nombreux pays, l'accès à une main d'œuvre plus jeune s'est raréfié, mettant par là un frein à la productivité », a-t-il précisé.

M. Basu a cependant noté qu'« il existe des raisons de se montrer positifs ». La tendance à la baisse du prix du pétrole, qui devrait se poursuivre au cours de 2015, contribue à la baisse de l'inflation dans le monde et pourrait retarder la hausse des taux d'intérêt dans les pays riches, selon l'économiste en chef. « Cette situation crée une conjoncture favorable pour les pays importateurs de pétrole, comme la Chine et l'Inde ; nous nous attendons à ce que la croissance indienne atteigne 7% en 2016. Il est essentiel pour les pays d'utiliser cette fenêtre de tir pour entreprendre des réformes budgétaires et structurelles de nature à stimuler la croissance sur le long terme et le développement inclusif ».

Selon le rapport de la Banque mondiale, la baisse inhabituelle du prix du pétrole au cours du second semestre 2014 pourrait également améliorer l'équilibre budgétaire des pays en développement importateurs de pétrole. Outre l'Inde, dont la croissance devrait atteindre 6,4% en 2015, contre 5,6% en 2014, la chute des prix du pétrole devraient bénéficier tout particulièrement au Brésil, à l'Indonésie, à l'Afrique du Sud et à la Turquie, où elle devrait contribuer à réduire l'inflation et les déficits publics, deux sources majeures de vulnérabilité pour ces pays, indique le rapport.

Cependant, la baisse des prix va affaiblir les pays exportateurs de pétrole, précise l'étude, ajoutant que l'économie russe devrait perdre 2,9 points en 2015 et basculer dans une croissance négative jusqu'en 2016, où le rapport prédit une croissance à peine positive de 0,1%.

« Contrairement aux pays à revenu intermédiaire, l'activité économique dans les pays à faible revenu s'est renforcée en 2014, grâce notamment à l'augmentation des investissements publics, l'expansion du secteur des services, des récoltes solides, et des flux de capitaux importants », précise le rapport, ajoutant que la croissance dans les pays à faible revenu devrait se maintenir au niveau élevé de 6% en moyenne entre 2015 et 2017, même si la baisse des prix du pétrole et d'autres ressources naturelles risque d'entraîner un ralentissement de cette croissance dans les pays à faible revenu exportateurs de matières premières.

Centrafrique : la sécurité alimentaire fragilisée par l'instabilité politique, selon le PAM



13 janvier - Dans le contexte actuel d'instabilité, de tension politique et de redressement économique fragile en République centrafricaine, toute détérioration de la situation sécuritaire du pays risquerait d'avoir des conséquences désastreuses sur l'alimentation de la population et l'accès humanitaire aux plus défavorisés, indique un nouveau rapport du Programme alimentaire mondial des Nations Unies (PAM), rendu public mardi.

Cette étude, conduite par le PAM en étroite collaboration avec ses partenaires du 13 au 25 septembre 2014 sur la base d'un échantillon de 2.166 ménages couvrant toutes les préfectures du pays, a pour objectif d'évaluer la situation de la sécurité alimentaire et de mieux calibrer les réponses humanitaires en République centrafricaine.

« L'enquête du PAM montre que cette crise pourrait engendrer des conséquences durables sur la situation nutritionnelle des populations en particulier sur le retard de croissance des enfants », a précisé la Porte-parole de l'agence, Elisabeth Byrs, lors d'une conférence de presse à Genève annonçant la publication du rapport. « Elle impactera également l'accès aux moyens d'existence et aux revenus des populations », a-t-elle ajouté.

Le rapport du PAM indique en effet que près de 30% de la population se trouve en situation d'insécurité alimentaire modérée et sévère, soit approximativement 1,5 million de personnes.

Les catégories de population les plus affectées par cette insécurité alimentaire, indique le rapport, sont les « ménages très pauvres ou pauvres, les déplacés, les personnes de retour chez elles, ceux dont la principale source alimentaire de base est le marché, les dons ou l'assistance alimentaire, n'ayant pas la capacité de contracter des prêts, les ménages dirigés par des femmes et/ou avec un faible niveau d'éducation ».

Des stratégies d'adaptation sont de plus en plus irréversibles et dommageables, précise l'étude, ajoutant que près des deux tiers des ménages ont eu recours à des stratégies de survie pour accéder à l'alimentation.

Les principales contraintes citées par les ménages pour générer des revenus sont le manque de capital pour investir (61%), le manque d'opportunités d'emplois (31%) et le manque de terre/équipement de production (27%).

Parallèlement, les prix des produits vivriers sont en hausse depuis juillet 2014. Quant à eux, les prix des produits importés et transformés (sel, huile et savon) ont également significativement augmenté, en raison de la hausse du coût du transport provoquée par l'insécurité et la dégradation de l'infrastructure routière. Le rapport souligne aussi que les marchés qui étaient déjà faiblement intégrés avant la crise ont été fortement perturbés par l'insécurité et un accès difficile en saison pluvieuse à cause des infrastructures routières dégradées et des filières commerciales déstructurées.

Selon le rapport, la période de soudure pourrait commencer dès fin janvier dans les préfectures très affectées par les conflits et qui comptent un nombre élevé de déplacés (Ombella Mpoko, Ouham et Ouaka) et dès février/mars dans les zones traditionnellement à fort potentiel agricole.

Par ailleurs, la crise en République centrafricaine affecte de manière plus importante les femmes : « un plus grand nombre des femmes (22%) dans les zones urbaines déclarent avoir comme source de revenu l'aide, les dons et les transferts familiaux », indique le rapport du PAM.

A Delhi, Ban Ki-moon appelle l'Inde à prendre la tête des efforts de lutte contre le changement climatique



Le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon s'adresse au Indian Council of World Affairs. Photo : ONU/Mark Garten

13 janvier - Au terme de sa visite en Inde, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a encouragé mardi ce pays à se mobiliser pour être à la pointe de la lutte contre le changement climatique.

« Je compte sur l'Inde pour qu'elle continue à jouer un rôle moteur dans les efforts actuels pour lutter contre le changement climatique », a dit M. Ban lors d'un point de presse à Delhi à l'issue d'une rencontre avec le Ministre de l'environnement, Prakash Javadekar.

Le chef de l'ONU s'est dit encouragé par le fort engagement du gouvernement indien dirigé par le Premier ministre Modi. « Il nous faut utiliser toutes les technologies innovantes », a-t-il ajouté.

Le Secrétaire général a dit attendre de l'Inde, en tant qu'un des principaux Etats membres des Nations Unies et une des économies à la croissance la plus rapide, qu'elle prenne « la tête de la campagne pour lutter contre le changement climatique afin que nous arrivions à un accord universel et significatif sur le climat à Paris en décembre ».

« La nature ne nous attend pas. La nature ne négocie pas avec nous. C'est à nous, les êtres humains, de prendre soin de notre planète terre, la seule planète que nous avons », a-t-il encore dit.

Outre le Ministre de l'environnement, le chef de l'ONU a rencontré mercredi le Président indien Pranab Mukherjee. Il a aussi planté un arbre au Ministère de l'environnement.

Haïti : l'ONU déterminée à poursuivre son soutien au relèvement du pays



13 janvier - A l'occasion du cinquième anniversaire du séisme qui a tué 200.000 personnes en Haïti, la Représentante spéciale du Secrétaire général Sandra Honoré a souligné que l'ONU était déterminée à continuer d'aider le pays à se relever et à consolider les progrès déjà réalisés.

Au cours de ces cinq dernières années, les Nations Unies ont accompagné les efforts de relèvement et de reconstruction du gouvernement et du peuple haïtiens, grâce à des initiatives visant à améliorer l'accès aux soins de santé, à l'éducation, aux droits de l'homme et à la culture, avec une attention particulière portée à la situation des femmes et des enfants, a rappelé la Mission des Nations Unies en Haïti (MINUSTAH) dans un communiqué de presse.

D'importants progrès ont également été réalisés dans la lutte contre les maladies hydriques et en ce qui concerne les conditions de vie de la population avec l'amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement dans le cadre du Plan national d'élimination du choléra.

Par ailleurs, des programmes d'appui à l'agriculture et à la préservation de l'environnement ont contribué à accroître la sécurité alimentaire et à diminuer l'impact des catastrophes naturelles tout en tenant compte des populations déplacées suite au séisme ou pour des raisons socioéconomiques. Les Nations Unies ont également contribué au renforcement institutionnel, notamment dans le cadre de la protection sociale et de l'état de droit qui, avec la professionnalisation de la police nationale et le renforcement du système judiciaire, sont essentiels à la sécurité et la stabilité.

« Conscients de la persistance des défis et de la nécessaire consolidation des progrès, les Nations Unies sont résolument déterminées à poursuivre leur appui au gouvernement et au peuple haïtien, en collaboration avec les partenaires bilatéraux et multilatéraux », a dit Mme Honoré.

Le Coordonnateur de l'action humanitaire des Nations Unies, Peter de Clercq, a souligné pour sa part que « les Nations Unies sont engagées aux côtés des autorités haïtiennes dans la transition de l'effort humanitaire vers le développement, afin de sortir de la pauvreté extrême les 24% de la population qui vivent encore avec moins de 1,25 dollar par jour ».

L'ONU et ses partenaires lanceront un appel transitoire en 2015, reflétant les progrès qui permettent de passer d'une approche basée sur les besoins humanitaires à une approche d'accompagnement du gouvernement pour améliorer la résilience des plus vulnérables à travers des solutions durables.